



Contre-jour

Pologne

Envie d'Europe, nostalgie d'unité

par Marek Beylin

Les Polonais ont abordé les années quatre-vingt-dix dotés d'un ensemble synchrétique de représentations de leur unité, réelle ou souhaitée. Or cette unité, imaginaire, avait joué, dans l'histoire récente, un rôle essentiel de légitimation : le régime communiste n'était en effet pas le seul à se légitimer par l'idée d'une société unie, voire unanime ; le même mécanisme caractérisait l'Église et une partie de l'opposition. Dès le tournant de 1989, c'est autour de cet axe central de « l'identité légitime », requis d'« ordonner » le pluralisme, que s'est organisée la représentation polonaise de la démocratie, par conséquent de l'Europe et, plus tard, de l'intégration à l'Union européenne. D'ailleurs les deux débats, sur la démocratie et sur l'intégration européenne, ont de nombreux points communs. Même s'ils sont différemment distribués dans le temps, ils laissent transparaître des attentes similaires, issues non tant de l'analyse de la réalité que d'une vision idéale d'un nouvel ordre.

En 1989 eut lieu la Table ronde puis, pour la première fois depuis des dizaines d'années, de véritables élections législatives. Suivirent la constitution d'un gouvernement de coalition entre communistes et Solidarité, avec Tadeusz Mazowiecki pour Premier ministre, et le début des réformes libérales de Leszek Balcerowicz : l'ancien régime était démantelé grâce aux efforts communs de Solidarité et de la fraction du parti communiste favorable au général Jaruzelski. Le fait que le changement de système se soit effectué pacifiquement, par voie de négociations, autorisait chacun des deux camps à se percevoir comme l'architecte légitime de la Pologne démocratique. En outre, l'association des élites du parti à cette entreprise eut pour conséquence que son successeur, le parti social-démocrate, accepta le nouveau régime aussi largement que Solidarité. Mais cette légitimité, ainsi redistribuée, entraînait en conflit avec le discours dominant au sein de Solidarité, qui se considérait, avec l'Église qui lui était proche, comme le seul représentant de la nation tout entière, avec ses traditions, ses aspirations et ses valeurs. L'autre camp ne pouvait être que l'héritier de la tradition du despotisme moscovite. Autrement dit, la question essentielle, à l'époque, était de savoir comment exclure de la démocratie ses

adversaires historiques qui – comble de malheur – semblaient s'y sentir plutôt à l'aise. D'où nombre de projets de « décommunisation » au nom de la justice.

Le souci d'assainir le nouvel ordre politique n'était pas uniquement une question morale. Les Polonais, qui avaient vécu jusque-là dans un mélange d'autorité et de chaos, n'avaient aucune expérience de la démocratie. Il n'est donc pas surprenant que leur attente par rapport à celle-ci ait été, inversement, de liberté et d'ordre, ainsi que de sécurité sur le plan social et identitaire. Les Polonais se sont ainsi de longue date perçus comme une société fondamentalement européenne, arrachée à l'Europe par Staline et ses successeurs. À l'époque communiste, cette appartenance à la civilisation européenne, ressentie comme un refuge, était aussi perçue comme un facteur ordonnateur de l'identité et donc unificateur de la nation. Telle était également la perception de la démocratie européenne, qui devait assurer la prospérité matérielle et construire une liberté apte à garantir l'ordre moral et symbolique. Autrement dit, la démocratie apparaissait comme un remède à l'éclatement de l'identité, comme un mécanisme efficace dans la distribution de la légitimité, des intérêts et de la vérité, comme un unificateur central rassemblant la société autour d'objectifs sains. Tel fut le rêve de nombreux Polonais, telle fut aussi leur image de la « vraie » Europe.

Il s'est vite avéré que cette démocratie et cette Europe n'existaient pas ; que la légitimité du système démocratique s'appuyait davantage sur le respect de conditions formelles que sur des principes moraux ou des vérités proclamées. L'idée d'une société unie autour du principe de l'identité légitime se heurtait ainsi aux réalités de la démocratie européenne moderne. Qui plus est, la liberté retrouvée s'accompagnait d'une circulation incontrôlée d'idées et d'informations. D'où une image de l'Europe, notamment dans les milieux traditionalistes, qui n'était plus celle de l'ordre, mais du chaos.

Hérité du passé, l'imaginaire polonais concernant l'ordre démocratique européen évolue entre trois positions-repères. La première consiste à admettre enfin le principe du pluralisme, mettant ainsi un terme à l'idée d'identité centrale, et permettant le respect des avis divergents. La deuxième consiste, tout en souscrivant au pluralisme, à vouloir conserver ses racines et à s'appuyer sur la fonction régulatrice de l'identité « légitime », par opposition à d'autres qui ne le seraient point. Si l'on éprouve alors le besoin de dénoncer l'« indifférence éthique » du pluralisme, on ne conteste pas pour autant ouvertement son principe. Le troisième cas est celui de la négation d'un pluralisme qui ne serait pas soumis au principe régulateur d'une vérité garante de l'identité.

À partir de ces repères, il est possible de mieux lire les trajectoires des uns et des autres, et en particulier de l'Église. En août 1995, encore, le primat Glemp affirme que les hommes politiques occidentaux « cherchent à affaiblir les pays

d'Europe centrale et orientale pour que, une fois admis au sein de la Communauté européenne, ces pays ne puissent les menacer de leur potentiel spirituel [...]. Un pauvre peut entrer parmi les riches de deux manières. En les impressionnant par sa force de caractère, son aptitude au travail et sa personnalité. Ou en se reniant [...], en se déguisant [...], en copiant le comportement du riche dans ses moindres détails ». Ce propos, ajoutait-il, « doit se comprendre selon des catégories de lutte pour l'indépendance. Il est inimaginable que l'on puisse aujourd'hui abaisser l'être humain au rang d'animal en lui garantissant "du travail facile, de la bonne chère, des distractions et du sexe" »¹.

À cette époque, l'intégration de la Pologne dans les structures communautaires était donc synonyme, pour le Primat, de perte de l'indépendance nationale. Deux ans plus tard, sous l'influence, entre autres, du Pape, son attitude a évolué. En novembre 1997, les évêques polonais en partance pour Bruxelles l'entendent dire que « l'Église ne craint pas l'Europe unie. [...] Les expériences qui ont secoué l'Europe au XX^e siècle nous enseignent la nécessité du rapprochement des nations »². La visite de la hiérarchie ecclésiastique polonaise à Bruxelles ne marque pas seulement un changement de position sur l'Europe : elle proclame la conversion au pluralisme d'une Église polonaise gardienne traditionnelle de l'unité nationale et garante identitaire des valeurs de la nation. La position qu'elle abandonne est alors reprise par le mouvement intégriste du père Rydzyk, qui développe sa présence dans le débat politique en profitant de la difficulté, pour l'épiscopat, de rejeter un discours qui était naguère le sien.

Lors de son retour de Bruxelles, Mgr Tadeusz Pieronek, alors secrétaire de la conférence épiscopale, déclarait : « Nous avons compris que l'Union européenne était une création multi-confessionnelle, supra-confessionnelle, qu'il n'y avait pas qu'une seule version de l'union obligatoire pour tous. Nous ne prétendons pas plier le monde à notre foi catholique, mais nous allons défendre les principes qui sont les nôtres, puisque l'Union européenne nous reconnaît ce droit »³.

Cette conception du pluralisme comme opportunité et non comme menace, associée à l'attachement à l'identité nationale « centrale », paraît représentative de l'ensemble du clergé. Une enquête menée dans ce milieu, en décembre 1997-janvier 1998, montre que celui-ci approuve l'intégration européenne à condition qu'elle débouche sur « l'Europe des patries ». Ainsi, l'Union européenne devrait être une communauté économique pour 79 % et une communauté de valeurs pour 71 %. Seuls 8 % optent pour une communauté politique. Analysant ces résultats, Lena Kolarska-Bobinska constate que, si le référendum sur l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne avait eu lieu alors, le clergé l'aurait approuvée à 84 %⁴.

L'attitude de la société polonaise dans son ensemble est assez différente. En mars 1998, 56 % des Polonais seulement se prononçaient pour l'entrée dans l'Union européenne, 13 % contre, 31 % n'émettant pas d'opinion⁵. Le nombre de

« sans-réponse » avait augmenté, au détriment des réponses positives, par rapport aux enquêtes antérieures.

L'approbation de l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne par le clergé est due non seulement à la ligne adoptée par l'épiscopat et le Pape, mais aussi au fait qu'il va de soi, pour chacun de ses membres, que l'Union européenne doit être une union d'États-nations et non une fédération, attitude qui correspond d'ailleurs à la représentation polonaise de l'ordre, de l'identité et de l'unité nationale.

Aujourd'hui, le citoyen de la Troisième République polonaise est assailli d'images contradictoires de l'Europe, qui reflètent la quête d'un ordre optimal pour le pays : l'essentiel du débat concerne toutefois la nature de l'État qu'on souhaiterait voir intégrer l'Europe. Nombreuses sont les réponses mais la plupart d'entre elles renvoient à l'État-nation traditionnel.

Une question essentielle, celle de l'utilité de cette forme de communauté politique, reste absente du débat polonais, ce qui n'a rien d'étonnant. Car le principal trait de la tradition polonaise est d'imaginer d'abord l'unité, pour lui donner ensuite la forme d'un État-nation. Tout questionnement de l'utilité de celui-ci semble infondé, car remettant en cause une approche organisée par le critère de l'identité « centrale ». Les élites, qui pourraient formuler ce type de question, s'en abstiennent, mettant plutôt l'accent sur les avantages économiques de l'intégration. Elles le font d'autant plus volontiers qu'elles trouvent des alliés parmi ceux pour lesquels l'intégration est une nécessité à laquelle il faut se résigner.

Le problème est que, pour parler de l'avenir, on continue à utiliser le langage de l'identité, manœuvre classique pour obtenir l'unanimité. L'intérêt national ainsi conçu est une construction idéologique rétrécie car excluant toute différence. Tout ce qui concerne l'Europe sociale (État-providence, chômage, etc.) finit par être dilué dans le discours identitaire. Ce qui écarte du débat des pans entiers de la réalité.

Par ailleurs, cette attitude récurrente consistant à formuler l'intérêt national en termes identitaires, y compris en ce qui concerne les aspects les plus techniques de l'intégration de la Pologne à l'Union européenne, apparaît de plus en plus fréquemment comme un régulateur des conflits internes. En voici un bel exemple. L'un des nombreux orages politiques qui ont secoué le pays au printemps 1998 a éclaté lorsque la Commission de Bruxelles a refusé une partie des projets présentés par la Pologne dans le cadre du programme « Phare », au motif qu'ils auraient été mal préparés. Côté polonais, la coordination de ces projets est du ressort du Comité de l'intégration européenne, agence gouvernementale dirigée par Ryszard Czarnecki, membre important du ZchN. Ce parti, l'un des piliers de la coalition gouvernementale organisée autour de l'Alliance Solidarité (AWS), défend un programme associant idéologie nationaliste et principes libéraux (à condition que ces derniers n'aillent pas à l'encontre de l'identité nationale dans sa version

traditionaliste). Le jour où l'UW, un autre parti du gouvernement qui compte dans ses rangs des personnalités éminentes telles que Leszek Balcerowicz, Bronislaw Geremek, Jacek Kuron ou Tadeusz Mazowiecki, a critiqué l'inefficacité de Czarnecki, le ZchN a immédiatement transformé ce désaccord technique en conflit identitaire, en affirmant que Czarnecki était le premier des ministres polonais à avoir, en bon défenseur de l'intérêt national, refusé de céder aux exigences de l'Union européenne. L'UW s'est vu accuser d'être le valet de Bruxelles et d'avoir saboté les projets polonais présentés dans le cadre du programme « Phare »⁶.

Mais le débat sur l'intégration européenne n'est pas la chasse gardée de quelques formations politiques à « idéologie monolithique » comme le ZchN. Au sein des partis les plus importants – ou dans les milieux politiques en général – s'entrechoquent de multiples représentations de l'ordre et de « l'identité légitime », et par conséquent différentes visions de l'Europe et de l'intégration polonaise.

Coexistent ainsi à l'intérieur du SLD (parti social-démocrate descendant de l'ancien parti communiste) trois conceptions principales : l'Europe comme modèle technocratique de modernisation (l'intégration ne concerne que les élites, en laissant tous les autres au bord du chemin) ; l'Europe comme garantie sociale et identitaire ; enfin l'Europe comme « dévoreuse du pauvre », épice de l'un séisme moderniste contrariant le développement « naturel » du pays.

La conception de l'Europe qui prédomine dans l'AWS est celle d'une communauté d'États-nations. Dans le cas polonais, d'une nation fondée sur les valeurs catholiques. D'où les voix qui exaltent la « mission civilisatrice » de la Pologne à l'égard de l'Occident, mais aussi de l'Orient (renouant là avec une conception expansionniste « jagellone », où intégration signifie adoption pure et simple de l'identité culturelle polonaise). Mais on trouve aussi dans cette formation d'autres représentations, qui vont de l'utopie technocratique à celle de l'accès égalitaire aux ressources de l'Union européenne, et de l'Europe comme communauté d'États souverains à une assemblée de régions où le concept de souveraineté étatique reste à définir.

L'UW brille par son absence dans ce débat. Non par manque d'idées sur l'Europe future, mais parce que son choix fédéraliste n'a pas réellement droit de cité dans la vie politique polonaise. Elle se borne donc dans ses interventions publiques à insister sur les aspects techniques de l'intégration (ce qui la fait rejoindre le discours de l'utopie technocratique), tente de concilier le concept d'« identité nationale légitime » avec la grammaire du pluralisme (ce qui ne va pas sans quelque contradiction), ou encore fait des concessions aux tenants d'une union d'États-nations (ce qui affaiblit encore davantage la conception fédérale).

Toutes ces représentations de l'Europe remplissent une même fonction : permettre aux partis politiques de se définir par rapport à l'adversaire. Elles sont employées de manière interchangeable par différentes formations en fonction de

l'adversaire visé et au gré des circonstances. Ainsi, l'AWS a recours au langage technocratique pour accuser le SLD d'avoir raté la modernisation du pays quand il était au pouvoir, et au langage de « l'identité légitime » lorsqu'elle se prononce pour la décommunisation du pays, ou lorsqu'elle mène des jeux de pouvoir avec l'UW. De son côté, le SLD emploie le langage de l'utopie technocratique pour fustiger la lenteur des changements en cours et, à l'inverse, évoque le danger des réformes précipitées quand il se pose en défenseur des victimes de la modernisation. Cette dispersion des images de l'Union européenne d'une part prive les grands partis d'une vision nette de ce que devrait être l'intégration polonaise, d'autre part leur permet de passer, selon les situations, des accords entre eux. Cela étant, ce mécanisme transactionnel renforce les tendances qui, de façons diverses, sont favorables à l'intégration. Quant à ceux qui refusent l'idée de transaction politique, ils se condamnent à plus ou moins long terme à être marginalisés. Reste le paradoxe qui veut que l'intégration de la Pologne à l'Union européenne soit soutenue y compris par des partis qui y sont plus ou moins hostiles.

L'attitude de la société polonaise vis-à-vis de l'Europe est déterminée par la quasi-absence d'une vision pluraliste de l'identité. Il en résulte que de nombreux phénomènes sociaux échappent au débat public. Non seulement leur présence publique n'apparaît pas justifiée mais, qui plus est, ils sont souvent manipulés par les différents discours concurrents, ce qui contribue encore à les délégitimer. Cette absence de vision pluraliste de l'identité dans le débat public influe sur le rapport à l'Europe : plus celle-ci se fait concrète, moins elle paraît compréhensible. Plus l'intégration se rapproche, moins on perçoit ses conséquences. Mais il en va de même pour l'identité polonaise : le processus, désormais engagé, d'intégration de la Pologne à l'Union européenne complique l'analyse de son évolution. Car la défense de l'identité nationale dans sa version traditionnelle est instrumentalisée, par les uns, comme une raison suffisante pour contester l'intégration, par les autres comme une condition de celle-ci, une sorte de laissez-passer légitimant l'action en ce sens des hommes politiques.

Toutefois, la majeure partie des Polonais continuent à enrichir leur représentation de l'Europe, sans que cette élaboration, plurielle, soit entièrement prise en compte par le discours politique. Mais le pluralisme croissant contraint le langage politique à se diversifier et donc à élargir son spectre à toutes les représentations qui existent au sein de la société. Même l'idée fédéraliste, peu présente pour le moment, finira par être prise en compte et constituera une des sources de l'auto-identification politique. Ce qui ne pourra que renforcer la fraction de la société polonaise favorable à l'intégration.

Traduit du polonais par Karolina Michel
et Patrick Michel

1. *Gazeta Wyborcza*, 24 mars 1998.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. CBOS (commande de l'Institut des affaires publiques). Sondage réalisé de décembre 1997 à janvier 1998. Échantillon concerné : 600 prêtres (300 diocésains, 300 vicaires) des paroisses rurales et urbaines. Résultats présentés par Lena Kolarska-Bobinska, le 23 mars 1998. Cité d'après *Gazeta Wyborcza* du 24 mars 1998.

5. Sondage réalisé par l'Office d'études sociales sur un échantillon de 1 425 personnes de 15 ans et plus, entre le 9 et le 20 mars 1998.

6. Le quotidien *Zycie* a consacré sa Une à l'information – intéressante mais non véridique – selon laquelle Leszek Balcerowicz aurait félicité Bruxelles d'avoir écarté les projets polonais...